

SÉCURITÉ : UNE CONVENTION AVEC LA VILLE DE PARIS POUR PLUS DE POLICIERS MUNICIPAUX DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN

Île-de-France Mobilités, vient de signer avec la RATP et la Ville de Paris une convention afin que les policiers municipaux de la capitale puissent emprunter à titre gratuit dans les nombreuses lignes de bus et de tramway du réseau sur le territoire de la ville. Pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, Valérie Pécresse, Présidente d'Île-de-France Mobilités, avait demandé aux services d'Île-de-France Mobilités de leur autoriser l'accès, [avant la signature officielle de la convention](#). Cette convention valide les opérations conjointes entre les policiers municipaux parisiens et les agents de la RATP, et en particulier ceux du Groupe de protection et de sécurité des réseaux (GPSR).

Depuis 2016, Valérie Pécresse a fait de la sécurité dans les transports une priorité, et met en place un « continuum de sécurité », à savoir l'implication de l'ensemble des acteurs (police et gendarmerie nationales, agents des opérateurs, sécurité privée) pour assurer la sûreté des usagers et des agents dans les transports en commun. C'est pourquoi Île-de-France mobilités a décidé de généraliser l'accès à titre gratuit des policiers municipaux et intercommunaux, quand ils sont en service et en tenue, au réseau de transport francilien. Une dizaine de communes sont déjà concernées, dont Paris, et d'autres conventions de partenariat sont en cours de finalisation.

10 partenariats avec les polices municipales

Après L'Haÿ-les-Roses (94) et Antony (92) en 2024, les communes de Châtillon (92), Saint-Germain-en-Laye (78), Rungis (94), Les Pavillons-sous-Bois (93), Palaiseau (91), Sannois (95), Montereau-Fault-Yonne (77) et Bourg-la-Reine (92) ont signé ces derniers mois des conventions tripartites les associant à Île-de-France Mobilités et les opérateurs de transports, pour assurer des patrouilles et des opérations conjointes sur les réseaux concernés.

Leurs policiers municipaux peuvent désormais accéder et utiliser les transports en commun dans le cadre de leurs missions, intervenir et constater les infractions relatives à la police des transports, comme les incivilités ou les outrages envers un agent verbalisateur, les outrages sexistes et sexuels, ou de lutter contre les phénomènes de bandes et rixes.

La loi « Savary » du 22 mars 2016 a fait des policiers municipaux des acteurs à part entière de la sécurité dans les transports en commun. Depuis, Île-de-France Mobilités souhaite que ces agents puissent patrouiller facilement sur le réseau de transports, en complément des autres forces de sécurité, afin de rassurer les usagers et agents des transporteurs, mais aussi dissuader les délinquants.

Contacts presse : contactpresse@iledefrance-mobilites.fr

www.iledefrance-mobilites.fr/presse

